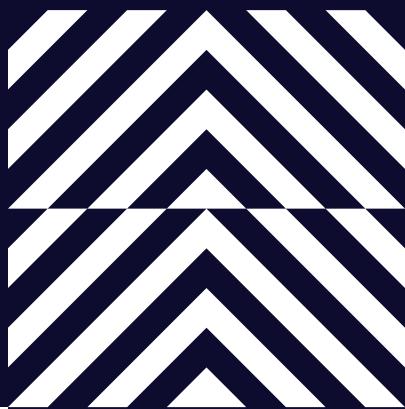
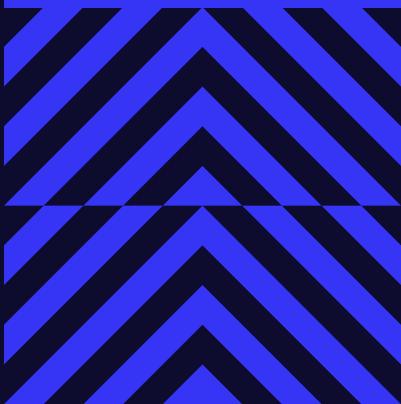


INSTITUT CHOISEUL



Janvier 2026

Briefings
Choiseul



**Souveraineté et défense :
Bâtir l'autonomie
stratégique européenne**

CHOISEUL | Souveraineté



Les Briefings de l’Institut Choiseul

Conçus comme des synthèses de nos rencontres, les Briefings Choiseul sont des documents stratégiques courts et percutants, assortis de recommandations mobilisables rapidement sur des thématiques économiques d’avenir. En s’intéressant à des domaines très variés (défense, innovation, industrie, agroalimentaire, ou encore énergie, enjeux macroéconomiques ou enjeux de filière), l’Institut Choiseul croise les regards d’acteurs économiques, prescripteurs et praticiens, et formule des recommandations issues des réalités opérationnelles.

Avant-propos

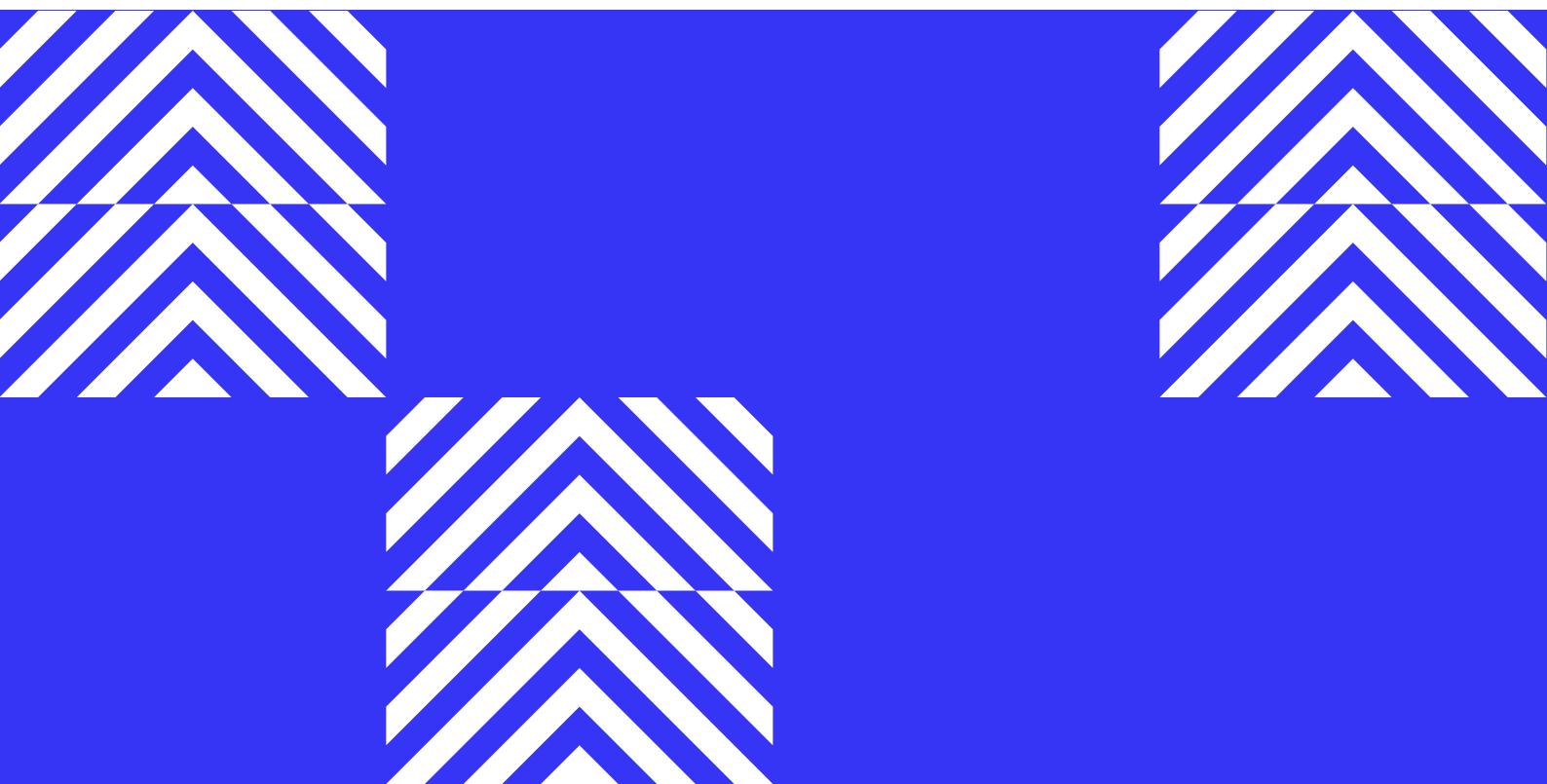
Avant-propos

L'Initiative Souveraineté, lancée en janvier 2022, est la plateforme de l'Institut Choiseul dédiée aux enjeux de souveraineté et de résilience. Cette Initiative a pour but d'identifier et de promouvoir des mesures pragmatiques et concrètes destinées à renforcer l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe. Au travers de rencontres régulières réunissant acteurs économiques de premier plan et experts reconnus, et par la production de documents de synthèse et d'orientation émanant des écosystèmes réunis, l'Institut Choiseul entend ainsi prendre part au débat sur la nécessaire souveraineté nationale et européenne dans des domaines aussi variés que la défense, l'industrie, l'agroalimentaire ou encore les transports.

La 21ème Rencontre Souveraineté & Résilience s'est tenue le 24 septembre 2025 autour d'acteurs de premier plan qui ont partagé leur témoignage, visions stratégiques et bonnes pratiques : Benoît Laroche de Roussane, directeur de l'Industrie de Défense à la DGA, Nicolas Chamussy, Directeur général de KNDS France et Président du GICAT, Jean-Marie Dumon, Délégué général adjoint en charge des questions de défense et de sécurité au GICAN, et Nathalie Loiseau, Députée européenne.

Synthèse

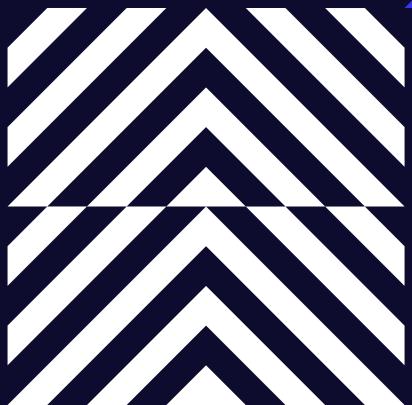
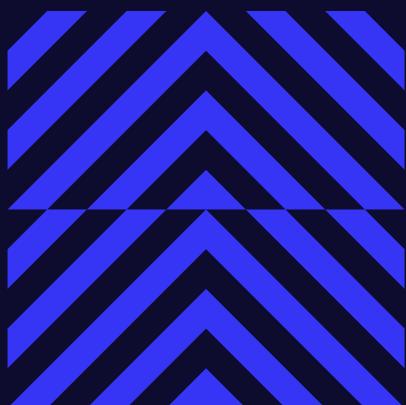
Le retour de la guerre hybride en Europe, avec l'Ukraine et les opérations russes sur les territoires européens, révèle une question politique cruciale : l'Union européenne peut-elle garantir sa sécurité sans autonomie stratégique ? Face à un conflit où dominent innovation et dissuasion, la BITD européenne reste fragmentée entre acteurs de taille intermédiaire, programmes nationaux concurrents et dépendance aux équipements américains. Alors que les alliances historiques vacillent avec le repli américain et que l'axe Moscou-Pékin-Pyongyang forge une interdépendance militaire redoutable, l'Europe peine à surmonter ses divisions internes et ses contraintes budgétaires. Trois impératifs émergent : limiter la dépendance technologique et matérielle de l'Union, investir dans les infrastructures adaptées aux menaces hybrides, et promouvoir l'innovation en favorisant les synergies avec d'autres secteurs stratégiques.



Sommaire

Introduction	6
I. Constats - enjeux factuels	8
II. Menaces & opportunités - enjeux dynamiques	13
III. Propositions.....	16
À propos	18

Introduction



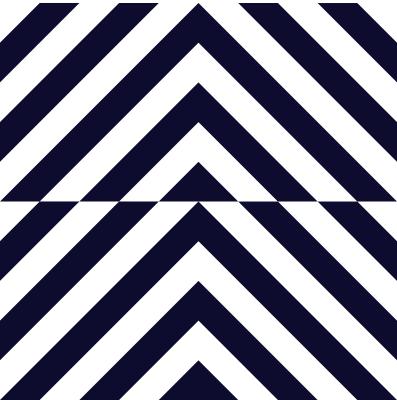
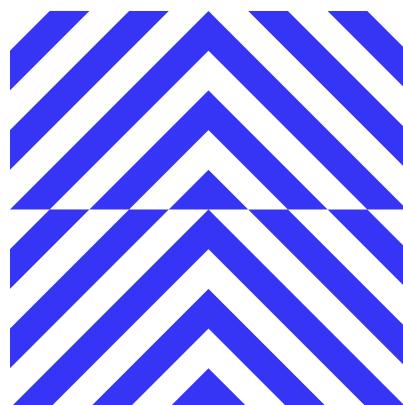
Introduction

« La guerre revient sur notre sol par l'agression russe en Ukraine – la guerre revient aussi sous des formes plus hybrides chaque jour : par des violations de nos espaces aériens, par les voies de l'immigration, par la manipulation de l'information, par les cyberattaques, par les provocations dans l'espace », rappelle le Président de la République le 3 octobre dernier à Sarrebruck, à l'occasion des 35 ans de la réunification allemande. Par ces mots, Emmanuel Macron témoigne de l'entrée de l'Europe dans une nouvelle ère de confrontation, où les menaces classiques se mêlent désormais à des menaces d'un nouveau genre – brouillant ainsi la frontière entre guerre et paix.

Depuis le retour d'une guerre à haute intensité sur le sol européen en 2022, le Vieux Continent a basculé dans un régime de menaces hybrides. Attaques de drones, sabotages d'infrastructures à distance, opérations cyber et campagnes de désinformation coordonnées redessinent désormais le paysage de la défense européenne et appellent à des réponses plus agiles, interopérables et résilientes.

Face à la menace russe, la réponse européenne s'est rapidement structurée. Trois jours seulement après le début de la guerre, une première enveloppe commune de 500 millions d'euros d'aide militaire est actée. Depuis, l'effort cumulé de l'UE atteint 165 milliards d'euros en aide militaire, humanitaire et financière – symbole d'un continent mobilisé face à une puissance menaçante à ses portes. Dans ce cadre, un plan visant à augmenter conjointement les dépenses de défense, nommé « ReArm Europe », a été annoncé par la Commission européenne en mars 2025. Ce plan fixe un cap global qui consiste à coordonner les achats, reconstituer un stock européen de munitions et adapter les capacités industrielles aux nouveaux enjeux. Cela s'inscrit par ailleurs dans une logique de réduction des dépenses extra-européennes, avec l'objectif d'affirmer une préférence opérationnelle européenne au service de l'autonomie stratégique.

En France, la question du financement des armées s'inscrit dans une équation budgétaire contrainte en raison d'une dette publique qui s'élève à 115 % du PIB et un déficit de 169 milliards d'euros en 2024 s'agissant des comptes de l'État. Alors que la question des finances publiques polarise le débat national, ce contexte budgétaire apparaît comme un handicap face à la nécessité d'un réarmement européen.



I. Constats - enjeux factuels



I

Constats - Enjeux Factuels

Vers des « menaces hybrides » : le nouveau visage de la guerre

Le retour d'une guerre à haute intensité sur le sol ukrainien réinstalle une logique de blocs. La position de l'Union européenne se définit désormais en opposition à une Russie redevenue puissance de confrontation. Cette reconfiguration stratégique rompt ainsi avec trois décennies d'une « illusion sécuritaire » et remplace la dissuasion, la supériorité militaire et l'innovation stratégique au cœur des priorités. L'Europe se doit de faire bloc et se montrer unie face à la menace russe, au moment même où les forces politiques eurosceptiques et nationalistes n'ont jamais été aussi influentes au sein des frontières de l'Union.

En plus de la menace militaire sur le front ukrainien, l'Europe fait face à une hybridation des moyens d'actions utilisés par la Russie. La guerre conventionnelle se combine à des techniques plus diffuses – drones, cyberattaques, sabotages – destinées à tester les défenses et à éprouver la résilience des acteurs européens. Dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025, pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, des avions militaires européens ont dû abattre des engins ennemis au-dessus du territoire de l'OTAN. Au moins dix-neuf drones et un missile de croisière russe ont violé l'espace aérien polonais, dans ce qui a été qualifié par les experts de « test délibéré » des capacités de réaction européennes. Le 25 septembre dernier, c'est le Danemark qui a fait état d'incursions répétées de drones russes au large de ses côtes, révélant la volonté du Kremlin d'élargir ses pressions au-delà des pays frontaliers de l'Ukraine.

Ces épisodes traduisent une stratégie de harcèlement permanent, qui vise à cartographier les vulnérabilités européennes tout en envoyant un avertissement diplomatique selon lequel la guerre ne se borne pas aux frontières de l'Ukraine. En effet, la puissance d'action russe s'étend désormais à l'ensemble du continent. Face à cette menace, la réactivité européenne doit suivre le rythme d'innovation des pratiques de déstabilisation utilisées.

L'Ukraine a démontré en temps réel la vitesse à laquelle le champ de bataille évolue avec l'utilisation de drones improvisés à partir de technologies civiles, des essaims capables de saturer les défenses aériennes ou bien encore des « frappes » alternant entre des offensives cyber et des attaques physiques. Ces innovations ne sont pas marginales mais redessinent bel et bien la hiérarchie des rapports de force. Pour l'Europe, la question n'est plus seulement de produire davantage, mais d'intégrer rapidement ces nouvelles menaces dans ses doctrines de défense. Il s'agit aussi de tester en conditions réelles des contre-mesures efficaces, de manière à transformer l'agilité technologique en supériorité opérationnelle durable.

C'est ce que défend Nathalie Loiseau, pour qui l'Union européenne ne peut plus se permettre d'employer des avions de chasse F-35 pour abattre des drones. Selon l'eurodéputée, l'Union doit bâtir un véritable « mur de drones » européen, combinant défense active, capacités de détection et production continentale de masse.

Une base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne encore fragmentée et dépendante

Au-delà des menaces opérationnelles, la question industrielle demeure le talon d'Achille de l'Europe de la défense. La base industrielle et technologique européenne reste trop fragmentée, étant principalement composée d'acteurs de taille intermédiaire parfois « en doublon » d'un pays à un autre. Cette situation empêche l'émergence de champions de dimension mondiale.

Un récent rapport parlementaire (mai 2024) estime que cette base demeure « dimensionnée pour les temps de paix », quand les cinq premiers groupes industriels mondiaux sont américains et concentrent à eux seuls près d'un tiers du chiffre d'affaires du secteur. Cette dispersion se traduit notamment par une multiplication de programmes nationaux concurrents. L'Europe

aligne aujourd'hui une dizaine de modèles de chars de combat différents, là où une mutualisation des moyens dédiés à la recherche, au développement et à la production permettrait de concentrer les investissements et de renforcer la compétitivité face aux géants américains ou asiatiques. La fragmentation actuelle dilue les ressources et freine l'innovation, au moment où l'enjeu devrait être de bâtir des champions européens capables de soutenir un effort de guerre prolongé.

Cette fragmentation industrielle se traduit également dans les choix d'équipements militaires. Selon l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), plus de 80 % des achats réalisés par les États européens l'année suivant le début de la guerre en Ukraine se sont

orientés vers des fournisseurs situés hors du continent, majoritairement aux États-Unis. L'exemple ukrainien en est l'illustration la plus frappante avec l'engagement de Kiev d'acquérir des systèmes d'armement américains financés par des fonds européens pour un montant de 100 milliards de dollars. Derrière l'urgence opérationnelle se profile une logique où les Européens paient et les Américains livrent, tandis que l'industrie européenne reste sur le quai. Cette situation alimente un paradoxe stratégique. Alors que l'Union augmente ses budgets, elle contribue davantage à consolider l'autonomie industrielle de Washington que celle du Vieux Continent.

Des alliances historiques fragilisées

La relation transatlantique, longtemps considérée comme la garantie principale de la sécurité européenne, est marquée par une fragilité nouvelle. Les États-Unis n'apparaissent plus comme un allié systématique. Washington place dorénavant ses propres intérêts au-dessus de toute logique collective, privilégiant des arbitrages dictés par la politique intérieure américaine et par une vision strictement nationale de la sécurité. Cette évolution interroge la capacité de l'OTAN à rester le cadre intangible de la défense européenne, au moment où les menaces se multiplient aux frontières du continent.

La récente réélection de Donald Trump est l'acte déclencheur de cette volatilité stratégique. Dès son retour à la Maison-Blanche, l'administration américaine a redéfini sa position en Ukraine, conditionnant l'aide militaire à des contreparties économiques et rappelant que « l'Amérique agit d'abord pour elle-même ». Ce repositionnement remet en cause la solidité de l'axe occidental. En effet, Washington fait peser une incertitude sur la pérennité des engagements pris vis-à-vis de ses alliés, en plaçant ses priorités stratégiques et économiques au-dessus de toute logique collective.

L'Europe, habituée à considérer l'appui américain comme un socle intangible, se retrouve ainsi dans une situation inédite où elle ne peut plus s'appuyer sur la certitude d'un soutien automatique. Cette interrogation se cristallise autour de la notion même de « parapluie de l'OTAN ». La question est de savoir si l'on peut encore considérer que l'article 5, pierre angulaire de l'Alliance,

Le secteur naval illustre lui aussi cette tension entre souveraineté et coopération. Selon Jean-Marie Dumon, la France demeure la seule puissance européenne capable de concevoir l'ensemble du spectre naval, de la dissuasion à la guerre des mines. Sans pour autant faire advenir un hypothétique « Airbus des mers », il s'agit de renforcer les coopérations bilatérales et de mutualiser les briques technologiques – notamment dans la droneisation navale, l'intelligence artificielle embarquée et les systèmes quantiques.

offre une garantie absolue dans un contexte où les incursions répétées – drones, violations des espaces aériens, cyberattaques – montrent que certaines lignes rouges peuvent être franchies sans provoquer une réponse immédiate et unifiée.

Ce constat nourrit le doute, et avec lui l'idée qu'une défense européenne autonome n'est plus une perspective lointaine, mais une exigence stratégique immédiate. Cependant, concevoir cette autonomie stratégique comme une forme d'isolement serait une erreur. Comme le souligne Benoît Laroche de Roussane, la France doit la construire avec ses partenaires, en s'appuyant sur des réussites telles que KNDS, MBDA ou Airbus Defence and Space. Celles-ci démontrent qu'il est possible de concilier souveraineté nationale et intégration industrielle européenne.

Enfin, cette recomposition s'inscrit dans un monde devenu multipolaire. L'émergence ou la consolidation de puissances dites « intermédiaires » – telles que l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou encore la Turquie – traduit le refus croissant d'un alignement sur un bloc quel qu'il soit. Ces États entendent préserver leurs marges de manœuvre tout en tirant parti de la rivalité entre grandes puissances. Leur positionnement, souvent ambigu à l'égard de l'Europe, illustre le basculement du système international vers une logique d'archipels de puissance. Pour l'Europe, ce nouvel environnement rend plus incertaine la lecture des alliances et accentue la nécessité de définir une voie propre, conciliant autonomie stratégique et coopération sélective.

Les chiffres clés à retenir

11

11 programmes de véhicules blindés en Europe, contre 2 aux Etats-Unis.

16

16 grands chantiers navals militaires dans l'UE, contre 3 aux Etats-Unis.

0

Aucune entreprise de l'UE dans le top 10 mondial de l'Institut International de Recherche sur la paix de Stockholm 2023 (SIPRI2023).

105%

Les importations d'armes des États européens membres de l'OTAN ont plus que doublé (+105%) entre 2020-2024 par rapport à 2015-2019.

II. Menaces & opportunités - enjeux dynamiques



II

Menaces & opportunités - enjeux dynamiques

L'émergence d'un axe Moscou-Pékin-Pyongyang

Dans ce contexte de recomposition stratégique et d'alliances plus incertaines, se dessine une « archipelisation de la puissance » articulée autour d'un triangle Moscou-Pékin-Pyongyang. Ce triptyque stratégique réunit trois régimes autoritaires liés par une même volonté : contester l'ordre international libéral et affaiblir le camp occidental.

La parade du 3 septembre dernier à Pékin, en présence de Vladimir Poutine et Kim Jong-un, en a offert la mise en scène : affirmation symbolique de puissance, démonstration d'une souveraineté militaire consolidée et avertissement adressé tant à Taïwan qu'au reste du monde. Cette scénographie parle d'elle-même : elle est le symbole du resserrement tangible des liens entre les trois capitales. Ceci se traduit par une coordination accrue des messages politiques et une légitimation mutuelle des conquêtes régionales obtenues ou souhaitées.

Dans les faits, cet alignement se traduit par une interdépendance militaire et technologique accrue entre les trois régimes. Il repose sur des transferts d'armements nord-coréens vers la Russie, sur des approvisionnements énergétiques russes destinés à Pékin et à Pyongyang, ainsi que sur la participation d'entreprises chinoises au maintien des capacités industrielles russes malgré les sanctions. S'y ajoutent des coopérations en

matière de renseignement et d'influence informationnelle de plus en plus coordonnées, renforçant la cohérence stratégique de cet axe autoritaire. Le 9 avril 2025, Kiev a ainsi affirmé avoir capturé deux ressortissants chinois combattant aux côtés des forces russes dans la région de Donetsk – l'hypothèse privilégiée étant celle de mercenaires.

Cette convergence dépasse la simple opportunité tactique. Elle tend à structurer un écosystème alternatif de puissance – un « OTAN inversé » – reposant sur la complémentarité des trois nations. Moscou apporte sa force militaire et son expérience opérationnelle, Pékin le levier économique et technologique et Pyongyang le poids de la menace nucléaire et de l'imprévisibilité stratégique. Selon Jean-Marie Dumon, entre 2020 et 2025, la Chine a été capable de construire « l'équivalent de la Marine nationale en termes de tonnage ».

Ensemble, les trois capitales construisent un continuum de pressions simultanées sur les démocraties occidentales, mêlant usure militaire à l'Est du continent, ingérences politiques dans le Caucase et tensions permanentes autour de Taïwan. À ces actions directes s'ajoutent des campagnes informationnelles menées dans le Sud global et une fragilisation délibérée des chaînes industrielles critiques, qu'il s'agisse des terres rares, des semi-conducteurs ou de l'énergie.

Pour l'Europe, les implications sont majeures :

- Militairement, l'Ukraine est devenue un laboratoire d'expérimentation, d'un point de vue aussi bien technologique qu'humain ;
- Économiquement, la dépendance européenne aux chaînes d'approvisionnement dominées par la Chine complique toute stratégie de sanctions ou de découplage ;
- Stratégiquement, la crédibilité du bloc occidental repose désormais sur sa capacité à gérer simultanément deux fronts – est-européen et indopacifique – sans dilution de moyens.

L'Europe doit dès lors appréhender cet axe non comme une alliance circonstancielle, mais comme une architecture durable de confrontation systémique, où la rivalité technologique, informationnelle et énergétique constitue le nouveau champ de bataille.

Les chiffres clés à retenir

10 000 à 12 000

10 000 à 12 000 soldats nord-coréens déployés en Russie fin 2024.

10 000

Les forces russes utilisent environ 10 000 obus par jour en Ukraine, dont la moitié provient de Corée du Nord en 2024.

90%

Selon l'OTAN, environ 90 % des micro-électroniques importées par la Russie proviendraient de la Chine.

L'Union européenne face au défi de la division

Au-delà du front ukrainien, la guerre a révélé les limites industrielles européennes et mis en lumière une hétérogénéité politique significative au sein de l'Union. Sur le plan capacitaire, la dispersion des programmes et l'absence d'effets d'échelle freinent la montée en puissance d'une « Europe de la défense ». Sur le plan politique, l'unanimité requise pour la mise en œuvre de nombreux instruments de politique extérieure permet à certains États de bloquer l'action commune. La Hongrie et la Slovaquie exploitent ce levier en gelant certains paquets d'aide, en s'opposant aux sanctions et en exerçant un chantage réglementaire.

En paralysant la Facilité européenne pour la paix (FEP) ou en différant des décisions clés, ces capitales importent au sein de l'Union des priorités nationales souvent alignées sur les intérêts du Kremlin, fragilisant la crédibilité de la réponse européenne. Bruxelles tente de contourner ces véto en basculant certains outils sous l'angle industriel – afin qu'ils relèvent de la majorité qualifiée – et en promouvant une « préférence européenne » dans les achats.

Un autre frein majeur réside dans la mobilité militaire intra-européenne. Comme le rappelle Nathalie Loiseau, « tout circule librement dans l'Union européenne, sauf les soldats et les équipements militaires ». Le déploiement d'un bataillon en Roumanie aurait nécessité près de six mois, faute d'infrastructures adaptées et d'harmonisation réglementaire. Ceci met en exergue une faiblesse structurelle de la défense européenne face à l'urgence opérationnelle.

L'Europe a engagé un basculement assumé vers l'autonomie, passant du « coup par coup » à une stratégie ordonnée qui vise à planifier les efforts, standardiser les équipements, mutualiser les commandes, sécuriser les chaînes stratégiques et reconstituer les stocks. L'objectif est désormais d'organiser la puissance plutôt que de la subir. Cet élan politique doit constituer le socle d'une action durable. Le soutien à l'Ukraine en a été le catalyseur, tandis que le plan « ReArm Europe » en offre le cadre structurant, aidé par la création en 2024 d'un poste de commissaire européen de la Défense et de l'Espace.

Au niveau national, l'obstacle de la contrainte budgétaire

La question des finances publiques est, depuis plusieurs années, au cœur du débat national et s'invite désormais au premier rang des enjeux de défense. Si la trajectoire votée par la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 est respectée dans les différentes lois de finances, l'exécution, elle, révèle une tension immédiate. En 2024, les crédits consommés n'ont pas couvert l'ensemble des surcoûts liés au soutien à l'Ukraine, au déploiement sur le flanc Est de l'OTAN et à diverses missions intérieures et extérieures, laissant un besoin résiduel d'environ 1,2 milliard d'euros.

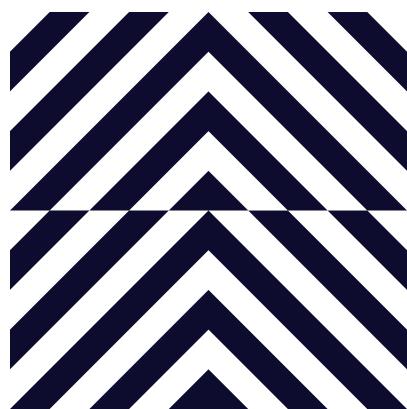
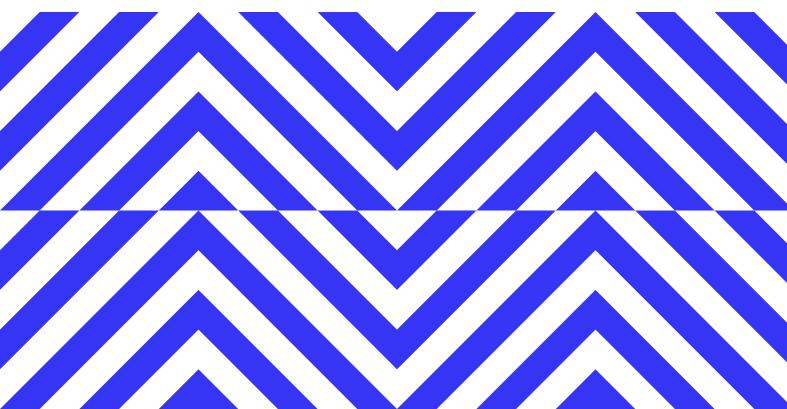
Ce déficit alimente une hausse rapide du report de charges ; concrètement, « le ministère des Armées achète davantage qu'il ne peut aujourd'hui payer » selon la commission des finances du Sénat. Ce report a plus que doublé en deux ans pour atteindre environ 8 milliards d'euros de 2024 vers 2025, symptôme d'un effet ciseau entre coûts croissants des équipements et rigidité des enveloppes budgétaires. Néanmoins, un tournant majeur a été acté à Bercy avec la levée des contraintes ESG freinant l'investissement privé dans la défense. Cet assouplissement, impulsé notamment par la Direction générale de l'Armement (DGA), ouvre la voie à plusieurs milliards d'euros de financements nouveaux issus du secteur privé. Ceci pourrait marquer le début d'une recomposition structurelle du financement de la BITD française – et plus largement européenne.

Dans ce contexte, l'innovation devient de fait la première variable d'ajustement. Cela n'est pas un choix doctrinal, mais une contrainte d'exécution. Lorsque la trésorerie se tend, l'activité immédiate est protégée en repoussant les investissements de plus long cours. Or, une base industrielle longtemps « dimensionnée pour les temps de paix » absorbe mal ces à-coups. La recherche perd en visibilité, les achats en équipements

nouveaux sont reportés, les recrutements d'ingénieurs différés et la tentation de se tourner vers des achats étrangers réapparaît, au détriment de la maturation de solutions européennes.

Des trajectoires existent pour limiter cet effet d'éviction, et des champions parviennent malgré tout à émerger dans les technologies de pointe. Comand AI en est l'illustration. Cette jeune pousse française, créée en 2023, développe une suite logicielle de commandement dopée à l'intelligence artificielle. Déjà testée par l'armée de Terre et contractée en France comme en Allemagne, elle promet des décisions opérationnelles quatre fois plus rapides et une orchestration « hommes-robots » adaptée aux nouveaux champs de bataille. Son exemple montre que l'innovation peut se transformer en capacités concrètes de combat. Il s'agit d'une base à renforcer et à diffuser vers d'autres segments où l'Europe peut encore prendre l'avantage.

Un modèle de jeunes entreprises se dessine dans ce secteur stratégique, susceptible d'être reproduit et de renforcer la souveraineté technologique et opérationnelle du pays. Lorsqu'un écosystème favorable est en place, l'innovation ne se perd pas sous la pression des contraintes : elle se transforme en capacités concrètes, immédiatement utilisables et exportables. C'est l'esprit qui a guidé l'action de Sébastien Lecornu en tant que ministre des Armées, avec une hausse significative des budgets de la LPM, un recentrement des priorités sur les stocks, la disponibilité et la réserve, l'accélération des processus décisionnels et la mobilisation de l'ensemble de l'écosystème autour des sauts technologiques. La tension financière demeure, mais un début de rattrapage est déjà engagé. En maintenant la discipline d'exécution et en alignant l'effort national sur les dynamiques européennes, cette approche peut transformer chaque euro dépensé en puissance opérationnelle durable.



III. Propositions



III Propositions

Limiter la dépendance technologique et matérielle de l'Union européenne

L'expérience des trois dernières années est sans équivoque. Faute d'effets d'échelle et de planification commune, une part trop importante de l'effort européen a alimenté des bases industrielles situées hors du continent. Pour corriger cette trajectoire, il ne suffit pas d'augmenter les budgets : il faut repenser l'organisation de la demande et ancrer la production en Europe.

Il conviendrait ainsi d'instaurer une préférence européenne opérationnelle. Tout financement communautaire dédié à la défense – qu'il s'agisse de prêts, de garanties, de flexibilité budgétaire ou d'instruments comme « ReArm Europe » – devrait être conditionné à des critères précis de localisation de la valeur, d'interopérabilité et de standardisation. L'enjeu n'est pas de fermer le marché, mais de l'ordonner afin de créer des carnets de commandes agrégés, lisibles et prévisibles.

Il semble également nécessaire de constituer des stocks de sécurité à l'échelle de l'Union européenne, pour les munitions, pièces ou sous-systèmes critiques. Ces stocks devraient être prépositionnés au plus près du flanc Est et adossés à des contrats-cadres européens garantissant volumes, maintenance et réapprovisionnement automatique des ressources. Une telle organisation permettrait à l'industrie d'investir et de monter en cadence sans rupture.

Enfin, il serait souhaitable de relocaliser des productions critiques – munitions, composants clés, sous-ensembles électroniques – tout en sécurisant les chaînes logistiques et en mobilisant les instruments financiers européens pour protéger la base industrielle et technologique de défense des chocs exogènes. L'objectif demeure le même : chaque euro public européen dépensé doit renforcer l'autonomie industrielle du continent.

Promouvoir l'innovation et favoriser les synergies avec d'autres secteurs stratégiques

Les derniers mois ont montré que le champ de bataille évolue plus vite que les cycles budgétaires. L'évolution rapide des technologies menace désormais la dissuasion militaire. Or, lorsque l'investissement se restreint, l'innovation devient la première variable d'ajustement. Il faut au contraire la préserver pour maintenir l'avantage technologique.

Il serait ainsi pertinent de créer un guichet unique Union européenne / Direction générale de l'Armement pour financer les « jeunes pousses » et soutenir l'émergence de nouveaux modèles dans l'industrie de défense européenne. Ce point d'entrée unique pourrait financer le développement de structures, accompagner la certification et déclencher de premières commandes via des marchés publics européens. L'objectif est d'accélérer le passage du démonstrateur au déploiement, en réduisant les délais et la complexité contractuelle.

Par ailleurs, une clarification du mandat de la Banque européenne d'investissement et de la taxonomie verte est nécessaire, pour inclure explicitement la défense

et les technologies duales parmi les secteurs éligibles aux financements européens. Cette reconnaissance est une condition préalable au réarmement industriel de l'Union européenne.

Au niveau national, il conviendrait de sanctuariser un pourcentage fixe des crédits de la LPM au profit de l'innovation, afin d'empêcher que la recherche et le développement ne demeurent la variable d'ajustement des arbitrages budgétaires annuels. Cette enveloppe pourrait également être alignée sur des étapes communes fixées au niveau européen afin d'en démultiplier l'impact.

De même, il serait intéressant de mutualiser les financements en mobilisant les instruments européens et la Banque européenne d'investissement, adosser des co-investissements nationaux et créer des fonds dédiés au passage à une échelle supérieure pour les entreprises, afin de garantir la soutenabilité à long terme des feuilles de route stratégiques.

INSTITUT CHOISEUL

À propos

L’Institut Choiseul est un think and do tank indépendant et non partisan. Il se dédie au décryptage des grands enjeux économiques et à la fédération de la jeune génération économique.

Pour alimenter le débat public et incarner les dynamiques économiques en cours, l’Institut Choiseul produit des Notes Stratégiques, des études ponctuelles et des palmarès de jeunes décideurs. Pour fédérer et animer ses communautés, il déploie des évènements de haut niveau mêlant networking convivial, témoignage d’experts et de praticiens et échanges sur des sujets de prospective, sur différents territoires et verticales économiques, en France, en Europe et en Afrique.

Au croisement de la communauté d’affaires et du cercle de réflexion, l’Institut Choiseul offre une plateforme aux décideurs économiques privés comme publics pour s’identifier mutuellement, se mettre en réseau, promouvoir leurs initiatives et réfléchir aux grandes tendances économiques de demain.

Les partenaires de l'Initiative Souveraineté

L'Institut est accompagné par un noyau dur de partenaires fondateurs, tous acteurs français ou européens, qui prennent une part active à la discussion et à la formalisation de recommandations :



AIRFRANCE KLM
GROUP

Allianz

Amundi
Investment Solutions

Antidox



Capgemini

CHEOPS
TECHNOLOGY
The Cloud & Data Centric Company

PMI
PAULEL-MARMONT
INVESTISSEMENT



EightAdvisory

eramet

ESL&NETWORK
Groupe ADIT

GERADIN
PARTNERS
COMPETITIVENESS. EDUCATION. INNOVATION.

GICAN

GICAT
Groupe des industries françaises de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres

Le groupe
Groupama

Séché

Lithium
de France
chaleur & lithium géothermique

MBDA

NAVAL
GROUP

SAFRAN

SAMSUNG



SNCF

TELEHOUSE
Every connection matters

THALES

14, rue Gaillon
75002 Paris, France

EMAIL
contact@choiseul.info

www.choiseul.info

YOUTUBE
Institut Choiseul

TWITTER / X
@instchoiseul

LINKEDIN
Institut Choiseul

Ce Briefing ne peut être vendu.
© Choiseul 2026. Tous droits réservés.

INSTITUT CHOISEUL

